

Dialogue interreligieux contre les extrémismes

« La réponse au fondamentalisme doit être la reconnaissance de la diversité culturelle, linguistique, politique, philosophique et éthique. Le dialogue interreligieux doit partir de la reconnaissance de l'autre ».

ENTRETIEN avec *Juan José Tamayo* par *Alexandre Govers*

La Méditerranée semble naviguer sur des eaux troubles et instables, plongée dans des guerres, des émeutes et des déplacements forcés. Face à ces événements, la coexistence au sein des sociétés européennes et méditerranéennes est plus menacée que jamais. Dans ce contexte, il est nécessaire de mettre en marche de nouvelles formes de dialogue qui génèrent des discours alternatifs au « choc des civilisations ». Le dialogue interreligieux peut-il contribuer à poser des alternatives pour créer un espace de coexistence dans la région méditerranéenne ?

Pour répondre à cette question, **AFKAR/IDEES** s'est entretenue avec le théologien Juan José Tamayo, professeur de science des religions à l'Université Carlos III et membre fondateur de l'Association de théologie Jean XXIII. Son engagement en faveur du dialogue interreligieux lui a valu différentes récompenses comme le diplôme et la médaille d'or de la Ligue espagnole des droits de l'Homme.

AFKAR/IDEES : *Comment définissez-vous le dialogue interreligieux ?*

JUAN JOSE TAMAYO : Le dialogue interreligieux est l'impératif éthique à un moment de plurivers religieux, de passer de l'anathème à la rencontre entre les différentes religions pour parvenir à une société interculturelle, interreligieuse et interethnique où les croyances ne donnent pas lieu à des guerres, mais à un espace de coexistence et de travail pour la justice,

la liberté, l'égalité, la protection de l'environnement et l'élimination de la violence.

A/1 : *Quel est le rôle du dialogue interreligieux face au fondamentalisme ?*

J.J.T. : Le fondamentalisme est une attitude intolérante. Il faut savoir que le fondamentalisme religieux part précisément d'une conception unique de Dieu. Le monothéisme défend l'existence d'un Dieu unique et universel. Ce Dieu révèle sa volonté par des messages à un prophète ou à une personne sauvée, au fondateur d'une religion qui met par écrit cette volonté divine sous la forme d'un texte sacré. Au moment où ce texte se convertit en parole de Dieu, on considère qu'il dit la vérité sur toutes les choses et par conséquent, il a un seul sens qui jaillit de la propre littéralité.

Ce qu'il y a de plus inquiétant dans le fondamentalisme c'est quand il conduit à la violence et à la destruction de la vie des personnes qui pensent différemment ou qui se situent hors du domaine de la religion. Dans ce contexte, le dialogue interreligieux est le meilleur antidote contre le fondamentalisme, une attitude fanatique qui considère la religion de quelqu'un comme la seule véritable. La première réponse au fondamentalisme doit être la reconnaissance de la diversité culturelle, linguistique, politique, philosophique et éthique. Le point de départ de tout dialogue est la reconnaissance de l'autre dans ses différences et comme égal en droit.

A/1 : *On a tendance à concevoir les religions, en particulier l'islam, comme des entités homogènes, définies par des valeurs et des traditions contraires aux européennes. Le dialogue interreligieux offre-t-il un discours alternatif ?*

J.J.T. : Il n'est pas vrai que le monde musulman soit uniforme et que tous les adeptes de l'islam pensent la même chose, agissent de la même manière ou appartiennent à la même culture. On dit que l'islam n'est pas compatible avec la démocratie mais c'est faux. La première chose à faire c'est reconnaître qu'il existe un pluralisme politique et qu'il y a différents modèles d'État. Tout comme il existe une pluralité de tendances religieuses : le sunnisme majoritaire, le chiisme ou le sufisme, qui a une importante présence en Espagne. Pour éviter le dogmatisme et les considérations absolutistes, il faut reconnaître et valoriser le pluralisme. Il ne s'agit pas de considérer qu'une certaine religion est la vraie religion et qu'elle doit s'imposer aux autres sans dialoguer avec les différentes tendances d'un point de vue éthique et non pas dogmatique.

A/1 : *Depuis le 11-S les médias tendent à identifier l'islam avec l'extrémisme et la violence. Existe-t-il une prédisposition à la violence dans les religions ?*

J.J.T. : Les médias jouent un rôle négatif parce qu'ils fournissent des informations sur les comportements « pathologiques » des secteurs les plus extrémistes des religions. Mais ce sont

Pour éviter le dogmatisme et les considérations absolutistes, il faut valoriser le pluralisme

des exceptions qui ne sont pas représentatives de la ligne de conduite. Si nous allons au cœur des messages, il n'y a pas seulement une compatibilité entre les messages éthiques des religions et l'éthique civique ou laïque, mais il y a aussi un enrichissement des deux parties. Dans les principes de base de la coexistence civique et pacifique, on trouve aussi les traditions religieuses, comme la maxime « Ne fais pas à autrui ce que tu n'aimerais pas que l'on te fasse » qui est la règle d'or de toutes les religions. Il est vrai que les religions tendent à l'endogamie et à l'exclusion de ceux qui ne partagent pas leurs croyances. Mais cela existe aussi dans le domaine de la politique et de l'économie. À cet égard, je crois que tout en reconnaissant les principes éthiques des religions, il est important de faire une critique d'autres principes contraires à la vie qui défendent la discrimination des femmes ou qui établissent une hiérarchie différenciée entre les croyants et les non croyants.

A/I : *La pratique religieuse doit-elle rester du domaine privé ou peut-on lui donner un espace dans la sphère publique ?*

J.J.T. : L'expérience religieuse est une attitude personnelle liée à l'intériorité et à la profondeur de l'être humain, c'est une option que la personne assume librement à partir de convictions religieuses qui se vivent à trois niveaux. Le premier est individuel : un croyant a une attitude religieuse qui doit se traduire en comportement dans la vie et il ne peut pas y avoir de confrontation entre ce que l'on croit, ce que l'on exprime religieusement et ce que l'on vit. Ensuite, aucune religion ne défend une expérience individualiste, au contrai-

re elle encourage la cohabitation communautaire, en générant des réseaux, des groupes et des espaces de rencontre. Et, au troisième niveau, je crois que la religion a une dimension publique et elle ne peut être réduite au domaine privé, dans l'entourage de la conscience et dans les lieux de culte. Ce n'est pas une dimension publique qui légitime l'ordre établi ou qui veut devenir le co-gouverneur du pouvoir législatif. Ce serait confessionnaliser la société. La dimension publique des religions est définie par son caractère critique, en remettant en question un exercice du pouvoir qui peut être despotique, contraire aux droits de l'Homme. Cependant, les religions ont été marquées par leur caractère politique dans la mesure où elles ont noué des alliances avec tous les pouvoirs : avec le pouvoir politique et tout particulièrement avec le militaire, avec des monarchies absolutistes et avec des modèles économiques inévitables. Les religions doivent donc changer de lieu social, elles doivent passer de l'alliance avec le pouvoir au lien avec la population. Elles doivent être la voix de ceux qui ne sont pas écoutés, le porte-parole des groupes qui sont dépourvus de toute protection.

A/I : *Quel est le bilan des 25 ans des accords avec les communautés religieuses en Espagne ?*

J.J.T. : Je pense qu'il faudrait revoir et même dénoncer – l'expression technique d'un point de vue juridique – les accords de l'État espagnol avec le Saint-Siège. Il est contradictoire d'affirmer que nous vivons dans un État non confessionnel et de bénéficier d'une confession religieuse privilégiée comme l'Église catholique, fruit des

accords de 1979, réminiscence du national-catholicisme. Mais je dis la même chose des accords de 1992 avec les communautés juives, musulmanes et avec les églises évangéliques.

Ces accords sont largement dépassés par la diversité religieuse existant en Espagne. Dans le cas de ceux de 1992, ils sont l'expression d'un État multi-confessionnel. À ce jour, ni le national-catholicisme ni la multi confessionnalité sont des références pour un État séparé politiquement de la religion, qui n'a pas d'autre nom qu'État laïc. Les religions reposent sur des principes de liberté de conscience, d'expression, d'opinion, de religion et de culte.

En tout état de cause, les accords devraient servir à régler les modalités de collaboration des religions avec l'État et avec les institutions publiques sur des questions relatives au bien commun, au bien-être des citoyens et à intégrer les secteurs les plus défavorisés. Je m'oppose à ce qu'ils privilégient les religions du point de vue économique, culturel, éducatif ou militaire.

A/I : *Existe-t-il un changement significatif quant au dialogue interreligieux avec le pape François ?*

J.J.T. : Le changement évident est dans le discours. Le discours de Ratisbonne de Benoît XVI a déclenché une réaction négative dans les pays musulmans car il argumentait que le Dieu de l'islam est un Dieu violent, qui n'agit pas selon la raison.

Le pape François a changé d'attitude vis-à-vis de la collaboration avec d'autres religions. Il s'est réuni avec d'importantes personnalités du monde de l'islam ou juif et je pense qu'il a entrepris la voie de l'entente et des rencontres. ■